

## **Groupe Europe Ecologie – Les Verts du Conseil Régional d’Auvergne**

**Communiqué du 15 mai 2013**

### **Le diesel et la France, un amour désuet, un pied de nez pour l’emploi et la transition énergétique**

Interrogé à l’Assemblée nationale, M. Cazeneuve a annoncé que le gouvernement ne relèverait pas la fiscalité sur le diesel en 2014, tout en soulignant que la question restait « ouverte pour la suite ».

Ainsi, en plein débat sur la transition énergétique, le ministre du Budget a annoncé en substance, que le verdissement de la fiscalité française n’était pas pour demain, mais sait-on jamais, peut-être pour après-demain ! Alors que le diesel est un problème de santé publique majeur, comparable à celui de l’amiante, c’est malheureusement une fois encore les intérêts économiques de court terme, de l’industrie automobile notamment, qui ont prévalu, à l’instar du report de l’écotaxe poids lourd.

Cette histoire d’amour désuète entre la France et le diesel perdure depuis 30 ans et se traduit par des avantages fiscaux qui font perdre à l’Etat, sans-le-sou nous dit-on pourtant constamment, près de 8 milliards d’euros chaque année d’après la Cour des Comptes, auxquels il convient d’ajouter les coûts sanitaires et même les coûts socio-économiques pour la France. En effet, l’inadaptation structurelle de l’outil de raffinage français, qu’alimente l’accroissement de la consommation du gazole en France, contribue grosso modo pour 1 milliard d’euros au déficit de la balance commerciale de notre pays. De plus, alors que les exportations de voitures diesel françaises ne cessent de diminuer, continuer d’encourager le diesel en France est donc un véritable pied de nez aux ouvriers et aux salariés de l’industrie automobile pour qui la reconversion industrielle est la seule garante de leur emploi.

Le gouvernement ne peut pas, ne doit pas entretenir la fiction du redémarrage ou de la poursuite sous perfusion d’activités caduques qui ne préparent ni le fameux « redressement productif » de l’économie française, ni l’avenir de notre pays.

Avant dernière en Europe en matière de fiscalité environnementale, la France a l’occasion de profiter dès maintenant du débat national sur la transition énergétique pour s’orienter enfin vers une fiscalité juste, équitable et écologique. Néanmoins, ce débat national restera une opération de communication et un simulacre de démocratie, aussi longtemps que le statut quo sera proposé en matière de fiscalité et que l’Etat continuera de céder aux pressions des lobbys.

### **Groupe des élus Europe Ecologie – Les Verts du Conseil Régional d’Auvergne**

Contact : [GroupeEE@cr-auvergne.fr](mailto:GroupeEE@cr-auvergne.fr)

Pierre Pommarel, Président du Groupe : 06 73 74 54 84

Rémi Traversier, collaborateur du groupe EELV : 04 73 31 84 92